

Michel Rocard : « Si Manuel Valls fait ce qu'il dit, alors il aura fait preuve de courage »

Quelle importance a, selon vous, le courage en politique ?

Une importance plutôt grande, mais attention : il y a trop souvent une confusion sur le sens du mot « courage ». Le courage, cela ne consiste pas à imposer aux siens des mesures qu'ils ne comprennent pas, donc à se suicider politiquement. Le courage, c'est l'énergie mise à faire comprendre aux élus et aux électeurs qu'il y a de temps en temps et au nom de l'intérêt général, je dirais : des mesures désagréables à prendre.

Le courage en politique, est-ce la marque de l'homme d'Etat ?

Je n'en suis pas si sûr ! Sans courage, certes, il n'y a pas d'homme ou de femme d'Etat. Mais cela, c'est la vertu numéro 2. La vertu numéro 1, c'est d'avoir, de notre monde, la vision la plus large qui soit. Et l'homme ou la femme d'Etat, c'est celui qui combine les deux, dans l'ordre que je viens de vous dire. Compétence, d'abord.

Le courage c'est quoi ? C'est de tout dire ? C'est de bousculer les tabous ? C'est d'ouvrir un chemin pour débloquer une société bloquée ? C'est de savoir dire non ?

Oh là, là !... Ne jamais mentir, c'est déjà pas mal. Le courage, cela consiste à ne jamais accepter de compromissions qui mettent en cause les principes fondamentaux auxquels on croit. Sans éthique, pas de politique digne de ce nom. Mais sans compétence, non plus.

fameux congrès de Bad Godesberg, celui de la rupture avec le marxisme, a-t-il fait preuve de courage ?

Le SPD a fait preuve d'intelligence ! Mais faut-il parler d'une rupture avec le marxisme ? Je crois qu'il vaudrait mieux parler d'une rupture avec les déviations étatistes du marxisme. Car ses disciples ont trahi ce bon vieux Marx dont la vision de la société, un brin anarchisante, correspondait plutôt à une confédération de coopératives.

N'êtes-vous pas surpris du poids en 2014 des réflexes marxisants au sein de la gauche française ?

Fichez la paix, j'insiste, à Marx ! Lui, au moins, connaissait l'économie. Notre référence à nous, c'est la social-démocratie scandinave. Car la gauche française, à la différence du reste de la gauche européenne, est issue d'un mariage entre le jacobinisme et le marxisme. Le premier à avoir essayé de casser ce carcan aura été l'occitan Jean Jaurès. Historiquement, le second, c'est Léon

« Du courage »

En partenariat avec l'Opinion, l'UPE13 organise ce vendredi 5 septembre à Marseille son quatorzième forum des entrepreneurs. A cette occasion, l'ancien Premier ministre Michel Rocard interviendra sur le thème du courage. Lire également, en page 6, la tribune de **Jean-Luc Chauvin**, président de l'UPE13.

Blum lorsqu'il a proclamé que ses camarades et lui seraient les « gérants loyaux » du capitalisme. Il aurait pu éviter d'utiliser l'adjectif « loyaux ». Moi qui suis un fils de Pierre Mendès France, je mène cette bataille depuis trente ans. En France, même si cela a été avalisé officiellement plus tard, le grand tournant concret, c'est 1983, quand le programme dirigiste et ultra-jacobin s'est révélé impossible à réaliser, et qu'on a admis qu'on ne pouvait gouverner sur les bases antérieures, c'est-à-dire celles du Programme commun. Même si, à l'époque, on affectait de dire que la crise était « temporaire ».

Souhaitez-vous qu'on retrouve le sens du respect de la vie privée ?

Il est vain de le souhaiter [soupir] !... Globalement, la presse est aujourd'hui structurée pour faire de l'argent sur le viol. Cela annonce le déclin moral de l'Occident. Irrémédiable, hélas.

La France ne paie-t-elle pas l'idéologie de la transparence absolue qui a pris chez certains les relais des idéologies d'antan défailtantes ?

La « transparence », comme vous dites, c'est l'art de compliquer la prise de décision. Et ce n'est pas un problème franco-français, mais occi-

dental. Rendez-vous compte : aucun Etat ne peut plus aujourd'hui préparer une mesure discrètement. C'est une véritable amputation démocratique.

Diriez-vous comme Martine Aubry qu'il est « encore temps » pour réussir le quinquennat ?

[avec le sourire] Ce n'est pas faux. Mais si on ajoute tout de suite que nous, Français, sommes aujourd'hui dans une situation extrêmement grave.

La gauche vous inquiète-t-elle ?

En France, pas beaucoup plus qu'ailleurs !... Mondialement, il n'y a, à la vérité, plus de gauche car si la gauche a renoncé à l'économie collectiviste, c'est en s'emballant pour le capitalisme. La gauche a besoin de retrouver les chemins de l'immatériel. Elle s'est perdue dans l'appétit d'argent.

Vous qui avez cosigné un livre avec Alain Juppé (*La politique telle qu'elle meurt de ne pas être*), que pensez-vous de son actuelle trajectoire ?

Je n'ai pas à me mêler des affaires de l'opposition... Cela dit, un des drames de la France, c'est la discontinuité malade droite-gauche. Quand on arrive au pouvoir, on défait systématiquement ce que le pouvoir précédent a fait. Pour le reste, c'eût été une catastrophe nationale, compte tenu de sa façon de faire et d'agir, que de voir Jean-François Copé prendre à droite les commandes. Alain Juppé, c'est évidemment tout autre chose. J'arrête là.

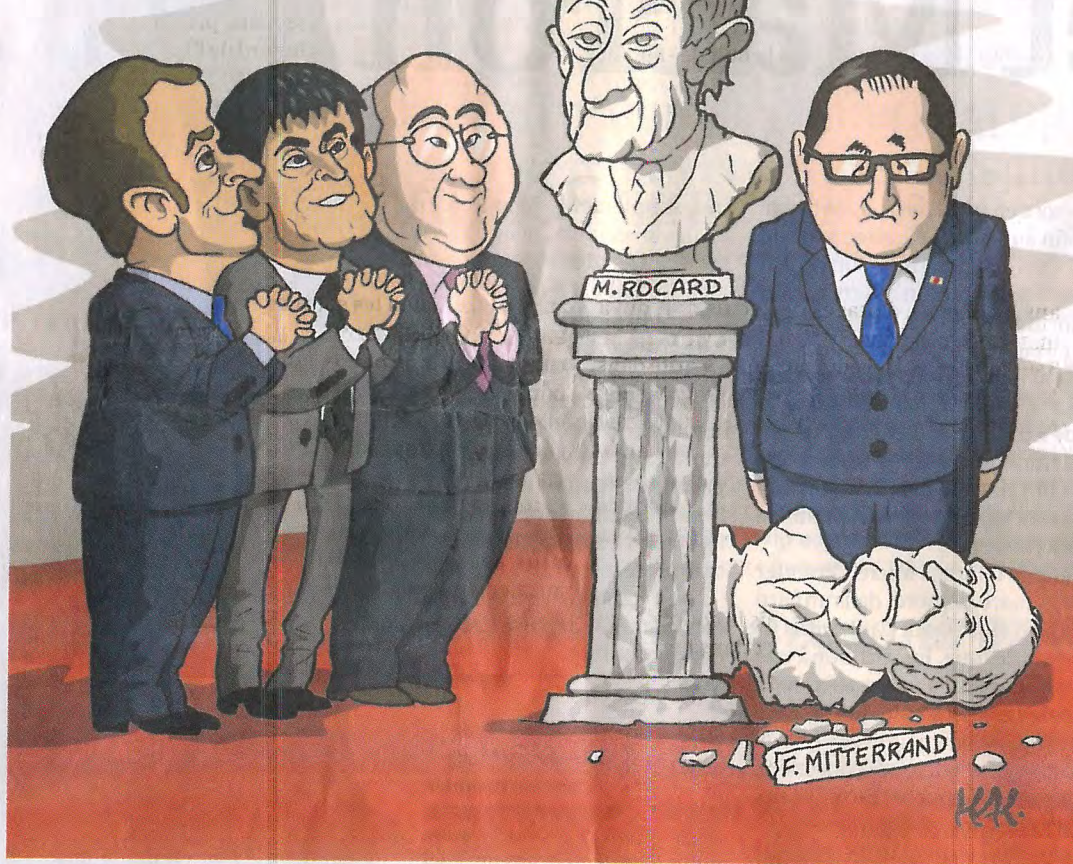
a-t-il aujourd'hui, à gauche comme à droite, beaucoup de politique courageux?

Plus qu'on ne le croit et qu'on ne le dit!... Le grand drame de la politique contemporaine, c'est le manque de savoir, pas le manque de courage. Que voulez-vous? La télévision a tué à la fois le long terme et la complexité des choses. La priorité, hélas, c'est l'événementiel, l'immédiateté, le fait-divers.

« Fiches la paix à Marx! Lui, au moins, connaissait l'économie. Notre référence à nous, c'est la social-démocratie scandinave »

Diriez-vous que, quand votre ami Manuel Valls a lancé aux patrons « J'aime l'entreprise », qu'il a fait preuve de courage?

D'une certaine manière, oui. Mais on peut aussi parler d'une petite provocation à l'usage de ses camarades du PS. La social-démocratie, qu'est-ce que c'est en effet, sinon une distribution plus juste des richesses produites? Encore faut-il que ces richesses existent. Vous m'interrogez sur Manuel Valls. J'ajoute ceci, qui me tient



Si vous étiez député, voteriez-vous la confiance à Manuel Valls le 16 septembre?

Oui, naturellement. Mais d'abord parce que je suis et que j'ai toujours été respectueux de la discipline. Car la politique, et chacun doit le savoir et en tirer les conséquences, n'est pas une affaire de destin personnel. C'est de très mauvais augure que d'observer le nombre de ceux qui pensent et prétendent pouvoir agir en solo.

Quand vous voyez que vos idées sont enfin en train d'être prises en compte à gauche, que ressentez-vous? Un peu d'amertume, car cela vient bien tard? Ou la satisfaction de voir votre travail de pédagogue reconnu?

Un peu des deux peut-être [*grand sourire*]... Mais je sais que tout cela est très lent. En plus, notre drame, c'est que l'opinion publique, y compris le gros du PS, reste, elle, jacobine. Et le gros des médias aussi. Or, outre que la France, quels que soient les gouvernants, ne peut agir désormais que sur 15% de ce qui lui arrive, nous ne vivons pas aujourd'hui une crise, mais une mult crises. Il faut donc renouveler les savoirs. Vous me parlez de l'héritage rocardien. J'insiste donc: il faut renouveler les savoirs hérités [*sourire*]. Dans le monde tel qu'il est, il ne s'agit pas de me copier mais d'inventer. Et c'est urgent.

Interview Dominique de Montvalon

@demontvalon1

Emmanuel Macron, dix jours au gouvernement, déjà un phénomène

à cœur : je ne vois pas un énorme courage dans ce qui est dit. C'est indispensable, certes. Mais ce qui compte, c'est ce qu'on fait ou pas ensuite. Si Manuel Valls montre demain qu'il fait ce qu'il a dit, alors oui, il aura fait preuve de courage. On juge trop la politique sur le spectacle : la compétence, elle, n'est jamais commentée. C'est un des drames de la démocratie.

Est-ce un acte de courage de la part de François Hollande que d'avoir nommé à Bercy celui que l'on tient pour votre « fils spirituel », Emmanuel Macron ?

J'aime beaucoup Emmanuel Macron, que je connais bien. Il a une immense connaissance de l'économie contemporaine, et ses savoirs vont bien au-delà. Manuel Valls et lui ont pris des risques. Je les comprends, je les approuve. Mais ce sont des risques.

Quels vœux formulez-vous à son intention ?

D'abord qu'il soit tenace, ensuite qu'il ne soit pas trop rapidement dégoûté de la politique politicienne.

Une augmentation de 2 points de la TVA, est-ce que ce serait une courageuse idée ?

Il est très difficile de parler en soi d'une telle mesure, à laquelle certains effectivement songent, je crois. Un programme économique doit être global. Mais une augmentation de la TVA, c'est vrai, serait moins dangereuse pour l'appareil productif, aujourd'hui étouffé.

Quand le SPD allemand a tenu en 1959 son

COMPOSITION DE SON CABINET, rencontre avec son homologue allemand Sigmar Gabriel, entretien avec FO, la CFDT, la CGT, CFTC, le Medef - CGPME et CFE CGC seront reçus la semaine prochaine - déplacement dans une scop « au contact direct des salariés », rendez-vous parlementaires, réceptions officielles, clôture de conférence, première interview, trois tweets, 20 000 followers... Fidèle à sa réputation de gros bosseur, Emmanuel Macron a pris possession de ses nouvelles fonctions à un train d'enfer. Mais au-delà de l'agitation qui caractérise la vie de n'importe quel cabinet ministériel, le nouveau ministre de l'Économie a, en dix jours, déjà ringardisé pas mal de ses « camarades ».

Son entourage a beau répéter que le nouveau ministre s'inscrit dans les pas de son prédécesseur, Emmanuel Macron a clairement pris le contre-pied d'Arnaud Montebourg. En arrivant au Redressement productif, ce dernier s'était battu comme un diable pour essayer de sauver les deux derniers hauts fourneaux de Lorraine, à Florange. Une bataille d'arrière-garde qui s'est bien évidemment soldée par un camouflet pour l'ancien ministre. Pour sa première sortie sur le terrain, accompagné d'une nuée de caméras, Emmanuel Macron a préféré visiter la première société coopérative et participative (scop) de

France, Acome, une entreprise de fabrication de câbles et de fibres optiques en pleine forme et à qui la mondialisation sourit. « La France qui gagne », souffle-t-on dans son entourage. Sur place, le ministre sort les flingues : « L'économie, c'est de la confiance et de la psychologie. Si on ne montre aux gens que ce qui ne va pas, si on se met en scène comme celui qui permet de redresser ce qui ne va pas, ça ne redonne pas le moral au Français. » Une balle pour Montebourg. Le jeune ministre apprend vite.

« **Miracle.** » Au sein de Bercy, le contraste avec un Michel Sapin qui s'est attiré les foudres des adeptes de Twitter cet été après avoir déclaré dans *l'Opinion* qu'il ne voyait dans ce réseau social « qu'imbécillité et appauvrissement » risque de donner un sérieux coup de vieux au locataire du sixième étage. A peine arrivé sur le réseau, Emmanuel Macron vient en trois tweets de gagner 20 000 followers, quand le compte du ministère des Finances (226 tweets) en compte moins de 2000. « Une bonne équipe regroupe des générations différentes », a préféré sourire Michel Sapin dans le *Nouvel Observateur* cette semaine. « Je le sais, j'ai été le plus jeune ministre des Finances. Le temps passe vite ».

Au-delà de Bercy, le trentenaire est en train

de donner un coup de vieux à une bonne partie de la gauche. « Être de gauche, c'est être davantage du côté du risque que de la rente », a-t-il déclaré dans *Ouest-France*, pour sa première interview de ministre. Quelques jours plus tôt - avant sa nomination - Macron était allé jusqu'à plaider en faveur d'un assouplissement des 35 heures et du Code du travail. « Miracle », s'était écrit le *Wall Street Journal* dès le lendemain. « Félicitations Monsieur Macron de commencer là où il faut commencer ». Et de manière plus globale, il pourrait bien ringardiser l'ensemble de la classe politique. « J'ai 36 ans. J'ai des convictions et je suis aujourd'hui en responsabilité, mais je ne me vois pas comme un homme politique. Je ne sais pas ce que je ferai demain. Ce que je sais simplement, c'est que ma génération aura à rendre des comptes longtemps. » Responsabilité, volontarisme et refus du carriérisme politique (à confirmer) : des traits qui font mouche auprès de l'électorat... de droite. C'est le principal problème d'Emmanuel Macron. Le dernier baromètre CSA-*Les Echos* révèle que le nouveau ministre de l'Économie est davantage soutenu par la droite (37%) que par la gauche (25%).

Raphaël Legendre
@LEGENRA 